

IMPASSE DANS LA SANTÉ, ZIARI DURCIT LE TON

L'Intersyndicale reconduit la grève

Le bras de fer entre les syndicats du secteur de la santé et Ziari se durcit. Au ministre qui affirme ne pas reconnaître l'Intersyndicale des professionnels de la santé, constituée pourtant de syndicats dûment agréés, ces derniers répondent en reconduisant la grève pour la troisième semaine consécutive dès lundi. Le mouvement de contestation des paramédicaux et des corps communs se poursuit, engendrant une quasi-paralysie des structures de santé.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Au moment où le secteur de la santé vit une situation inédite avec une grève qui mobilise la presque totalité des corps (médecins, paramédicaux et corps communs), le ministre de la Santé fait une sortie médiatique des plus singulières. Ziari n'a ni plus ni moins affirmé

ne pas reconnaître l'Intersyndicale de la santé constituée du SNPSSP, SNPSP, du Snapsy et des enseignants en paramédical. Des syndicats activant légalement et ayant derrière eux des dizaines d'années de luttes et qui se sont regroupés au sein de l'Intersyndicale, qui n'est en réalité

pas un «nouveau» syndicat mais tout simplement un cadre de concertation commun entre syndicats du même secteur.

Mieux encore, le premier responsable du secteur de la santé n'hésite pas à affirmer qu'il était prêt à opposer à «l'extrémisme» des syndicats, un autre extrémisme : le sien. Des déclarations qui n'ont évidemment pas laissé sans réaction les syndicats membres de l'Intersyndicale pointée du doigt par Ziari.

Réunis jeudi en vue d'évaluer la grève et le sit-in organisé mercredi, le SNPSP, le SNPSSP et le Snapsy ont, dans un communiqué, dénoncé fermement «le revirement» du Premier ministre et le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière concernant leurs engagements vis-à-vis de cette dernière et d'ajouter que «devant le mutisme, le mépris, les mesures répressives et l'absence de dialogue matérialisé ce jour par le refus de recevoir les membres de l'Intersyndicale, en contradiction avec les appels au dialogue lancés par voie de presse par le ministère de la Santé, l'Intersyndicale des professionnels de la santé décide de renouveler le mouvement de protestation pour la défense de sa plateforme ainsi que des points spécifiques à chacun de ses membres».

L'Intersyndicale reste cependant ouverte à toute proposition sérieuse de dialogue réitérant «sa disponibilité au dialogue en prenant à témoin l'opinion publique. L'Intersyndicale des professionnels de la santé, soucieuse de la défense du secteur de la santé, des droits du malade et de ses



Photo : Samir Sid.

Ziari minimise l'ampleur du mouvement.

adhérents, interpelle à nouveau Messieurs le Premier Ministre et le Ministre de la Santé pour le respect de leurs engagements pour la prise en charge de sa plateforme de revendications».

Tout comme les deux semaines précédentes, généralistes, spécialistes et psychologues observeront une grève lundi, mardi et mercredi. Au troisième jour, ils se donneront, une fois de plus, rendez-vous pour un rassemblement face au ministère de la Santé.

Parallèlement, les corps communs et les paramédicaux pour-

suivent leur mouvement de grève pour la troisième semaine consécutive. Les communiqués rendus publics régulièrement par le ministère de la Santé, tentant de minimiser l'ampleur du mouvement, sont démentis par la quasi-paralysie que connaissent de nombreuses structures de santé où les rendez-vous sont quotidiennement ajournés. A cette situation déjà confuse, s'ajoute une menace de grève lancée, hier, par la Fédération nationale des corps communs affiliée au Snapap.

N. I.

GRÈVE DES PERSONNELS
DE SANTÉ PUBLIQUE

Ziari menace

Le ministre de la Santé a menacé, jeudi, de prendre des «mesures extrêmes» contre les personnels de santé publique qui rejettent le «dialogue constructif». Dans une déclaration à la presse, Abdelaziz Ziari a indiqué qu'il n'hésiterait pas à recourir à ces mesures en cas de «positions jusqu'au-boutistes».

Pour le ministre de la Santé, le «dialogue se poursuit» mais il a, une nouvelle fois, souligné qu'il ne négocierait pas avec les représentants de l'Intersyndicale des professionnels de la santé, car celle-ci n'est pas reconnue officiellement.

Ziari a précisé être disposé à «trouver des solutions dans la mesure de ses moyens». Sur un autre plan, et en réponse à une question orale d'un sénateur, Abdelaziz Ziari a expliqué que le problème du manque de logements au profit de médecins spécialistes était en cours de règlement. Le ministre de la Santé dit avoir demandé aux walis de mettre à disposition des habitations de fonction afin «d'inciter» les spécialistes à s'installer dans le Sud et les Hauts-Plateaux. A ce titre, un nouveau système de répartition est en cours d'élaboration pour assurer une meilleure «couverture sanitaire».

Pour faire face au «grand manque» de médecins dans certaines wilayas, Abdelaziz Ziari a évoqué la possibilité de «recourir à des médecins chinois et cubains».

T. H. et APS

QUESTIONS ORALES AU CONSEIL DE LA NATION

PRIX DU PAIN

Pas d'augmentation selon Benbada

La question de l'augmentation du prix du pain est actuellement en cours «d'examen» a affirmé, jeudi, le ministre du Commerce. Le dossier du pain «est encore ouvert et la question est examinée avec sérieux», a indiqué Mustapha Benbada en marge de la séance plénière du Conseil de la nation consacrée aux questions orales aux membres du gouvernement.

Selon le ministre, la possibilité d'une augmentation du prix officiel (7,5 DA pour le pain ordinaire et 8,5 DA pour le

pain amélioré) n'est pas prévue actuellement. Il a cependant précisé que la commission mixte chargée de l'évaluation

du prix réel du pain, composée de représentants des ministères du Commerce, des Finances, de l'Agriculture, de la Fédération nationale des boulangers (FNB), de l'Office algérien des professionnels des céréales et du groupe industriel Riad, avait fixé le prix de la baguette à 8 DA pour le pain ordinaire et 10 DA pour le pain amélioré.

Tout en rappelant que les tarifs de ces produits n'ont pas changé depuis 1996, Benbada a dénoncé le fait que de grandes quantités de farine de blé tendre subventionnée par l'Etat sont détournées pour être utilisées dans l'industrie agroalimentaire et la pâtisserie. Interrogé sur les activités de contrôle engagées par les services de son département,

Mustapha Benbada a indiqué que les équipes spécialisées ont effectué, en 2012, 595 000 interventions et engagé 62 000 poursuites judiciaires. Des actions qui ont permis de retirer du marché plus de 9 000 tonnes de produits alimentaires et de fermer 34 00 locaux commerciaux.

Selon le ministre du Commerce, ses services accordent une «extrême importance» à la question des additifs alimentaires.

T. H. et APS

ZONES HUMIDES ET CHOTTS

Benyounès rassurant sur les mécanismes de protection

Le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de la Ville s'est montré rassurant, jeudi, quant à l'engagement des pouvoirs publics à protéger les chotts et les zones humides.

Amara Benyounès a expliqué que la protection des chotts et des zones humides est régie par une série de textes législatifs et réglementaires. L'un des ces textes n'est autre que la loi sur protection de l'environnement dans le cadre du développement durable.

L'Algérie, qui dispose de 1 700 zones humides dont 51 chotts, est également signataire de la convention internationale Ramsar.

Selon Amara Benyounès, trois chotts sont actuellement en cours de classification, il s'agit de ceux de Timingarine et Chargui dans la wilaya de Saïda et celui d'El Hodna.

T. H. et APS

AVANT-PROJET DE LOI
SUR LES MUTUELLES SOCIALES

Ce qui n'a pas été pris en considération par l'administration

Le Comité de coordination des mutuelles, qui estime que l'avant-projet de loi relatif à leur secteur a été confectonné en vase clos, énumère un certain nombre de points vitaux qui n'ont pas été pris en considération par l'administration.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Dans un communiqué rendu public, le Comité de coordination des mutuelles (CCM) relève une contradiction de taille : «La mutuelle sociale est par essence une association de personnes qui y adhèrent de leur propre gré et qui se financent par elle-même à partir des cotisations de ses adhérents.» Or, le porte-parole du comité, M. Harmet, estime ne pas comprendre «comment ces entités, dont le but principal est la solidarité, l'entraide et la prévoyance, soient exclues» d'un avant-projet de loi les concernant.

D'ailleurs, soutient-il, «dans tous les pays du monde, les mutuelles sociales, dont l'existence relève de la seule volonté de leurs membres, obéissent à des règles fondamentalement différentes de celles régissant la Sécurité sociale». C'est pour dire que «l'administration n'a pas pris en considération le caractère particulier de la mutuelle dont le principe de fonctionnement est totalement différent de celui de la Sécurité sociale».

A ce propos, le CCM, qui trouve «regrettable que les représentants n'aient pas été associés à l'élaboration de ce texte législatif», se demande pourquoi «il n'a pas été tenu compte des différentes propositions» émises par leurs soins. Toutefois, et par souci d'être plus explicite, M. Harmet fait quelques observations : «Les mutuelles ont toujours pratiqué l'attribution de primes circonstancielles (mariage, naissance, circoncision). Cette activité n'est pas prévue dans ce texte de loi.»

De même pour les frais de fonctionnement qu'il juge très insuffisants étant donné qu'ils «sont limités à 8% des recettes, alors que le taux minimum pouvant garantir la survie des mutuelles est de 15%».

Sur le plan de la gestion des prestations sociales par les centres rattachés aux mutuelles, ce dernier pense que cela doit relever de leur propre règlement intérieur et non pas d'un autre. Tout comme, ajoute-t-il, «la totale gratuité de ces prestations ne pouvant être viable, il est de la survie des mutuelles de faire contribuer ses adhérents au fonctionnement de ces centres».

Enfin, le porte-parole du comité n'admet pas que 9 articles environ du texte de loi en question soient consacrés aux dispositions pénales. Ce qui est à ses yeux «surdimensionné, puisque le code pénal et le code civil sont des textes législatifs existants régissant les délits auxquels peuvent être exposés les responsables concernés».

M. M.